

## Budget de l'Office Public de la Langue Basque : stop à la mascarade !

État français et autres institutions ont développé pendant des décennies des politiques hostiles à l'euskara, dans l'objectif de l'éradiquer. A la création de l'Office Public de la Langue Basque, un.e habitant.e sur quatre était bascophone au Pays Basque nord. Vingt ans plus tard, seule une personne sur cinq est bascophone. L'État, la Région Nouvelle-Aquitaine, le Département des Pyrénées-Atlantiques et la Communauté d'Agglomération seraient tous en faveur de l'euskara, oeuvreraient à son développement mais, dans un même temps, le déclin de celle-ci est constant.

Cela fait des années qu'Euskal Konfederazioa demande une feuille de route pour l'euskara avec une planification chiffrée et des objectifs clairs à atteindre. Cette requête a enfin abouti en juin 2024 : selon une étude de l'OPLB, le déclin de la langue basque n'est pas une fatalité et la courbe peut être inversée d'ici 2050. Une feuille de route chiffrant le taux de bascophones à 30% d'ici 2050 nous avait été présentée : nous savons maintenant comment inverser la tendance. Mais pour cela, l'État, la Région, le Département et la Communauté d'Agglomération Pays Basque doivent davantage s'investir en faveur de l'euskara.

Depuis ces dernières années, le mouvement associatif demande le doublement du budget de l'OPLB. Au sein de cette structure, en revanche, une augmentation de 65% avait été actée, c'est à dire une contribution additionnelle de 650.000€ pour chaque partenaire institutionnel. La CAPB avait répondu présente. Le Département avait dit qu'il ne bougerait pas, la Région qu'elle était prête à ajouter 100.000€ et le Sous-Préfet, représentant de l'État, qu'une enveloppe additionnelle de 300.000€ était envisageable, les trois ministères composant l'OPLB (Culture, Éducation et Intérieur) étant sollicités à hauteur de 100.000€ chacun.

Au final, au lieu d'une augmentation de 860.000€ pour chaque partenaire (comme demandé par le mouvement associatif), ou d'une augmentation de 650.000€ (comme acté dans la feuille de route de l'OPLB validée en 2023), la concertation inter institutionnelle avait débuté sur une base de 300.000€. Première reculade, première défaite politique.

En mars dernier, une délégation menée par la Présidente de l'OPLB Maider Behotegi s'était rendue au Ministère de l'Éducation Nationale. Elle était sortie de ce rendez-vous très satisfaite, espérant l'accord du ministère pour ajouter les 100.000€ supplémentaires demandés. Idem en ce qui concerne le sénateur Max Brisson optimiste sur le fait que son ami de parti le Ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau serait prêt à verser 100.000€ supplémentaires, et avec des chances que le Ministère de la Culture suive les deux autres ministères.

Que s'est-il passé depuis ? Le Département aurait fait pression à Paris. Pression payante puisque le sous-préfet a annoncé que l'État était prêt à rajouter 100.000€, bien loin des 860.000€, des 650.000€, ou même des 300.000€. Au final, en partant sur ces bases et si la négociation aboutissait, ce ne serait qu'une augmentation de 400.000€ en tout et pour tout

(la contribution étant paritaire, 100.000€ pour chacune des quatre institutions). Après le gel du budget de l'OPLB depuis 2017, ce ne serait qu'une augmentation de 10%, soit une augmentation ne couvrant même pas l'inflation depuis 2017 ! Rien !

Nous demandons à Maider Behotegi, Présidente de l'OPLB et représentante du Département, des explications quant à ce revirement. S'il s'avère que c'est effectivement le Département qu'elle représente qui a torpillé la concertation, nous demandons sa démission de sa présidence de l'OPLB. Car en fin de compte, il n'y aura ni le doublement du budget de l'OPLB (3,5 millions) demandé par le mouvement associatif, ni l'augmentation de 2,6 millions actée dans la feuille de route de l'OPLB, ni l'accord oral initial entre les partenaires (1,2 millions). Après l'annonce du Sous-préfet, la réaction de la présidente de l'OPLB a été de remercier l'État pour les miettes supplémentaires accordées et de demander aux autres acteurs institutionnels de s'aligner sur ce montant. Pour Euskal Konfederazioa, le discours de la présidente sur les "budgets contraints" des institutions et que le fait d'investir davantage dans la politique linguistique revient à désinvestir d'autres politiques publiques est inacceptable : en tant que présidente, elle devrait faire preuve de volontarisme et d'ambition et être la première défense de l'euskara, au lieu de trouver des excuses aux différentes institutions.

Et comme si cela ne suffisait pas, les opérateurs linguistiques ont appris la semaine dernière que le montant de leur subvention pour 2025 est en baisse, alors que le budget de l'OPLB est inchangé depuis l'an dernier ! Une baisse sans aucune explication qui cherche à normaliser davantage la situation de précarité dans laquelle se trouvent les associations.

Stop à la mascarade!

Nous demandons aux administrateurs de l'OPLB et à l'ensemble des élu.es de notre territoire de reprendre la feuille de route présentée par l'OPLB en juin 2024 et de mettre dès à présent les moyens dont la politique linguistique a besoin. Dans le cas contraire, Euskal Konfederazioa et ses membres sauront se mobiliser.

Baiona, le 7 juillet 2025